



Un élève sur deux ne sait-il ni lire ni écrire dans les écoles les plus défavorisées ?

Plus d'un élève sur deux scolarisé dans une école relevant de l'éducation prioritaire ne maîtriserait pas les savoirs fondamentaux, selon Richard Ferrand. Preuve, selon lui, que « le chantier de l'Education nationale n'a pas été bien mené ». Verdict: exagéré

Marie-Christine Corbier Dans les écoles les plus défavorisées, celles des réseaux de l'éducation prioritaire qu'on appelle « REP » ou « REP+ », plus d'un élève sur deux ne maîtriserait pas les savoirs fondamentaux - le fameux lire, écrire, compter. C'est ce qu'affirmait lundi le secrétaire général d'En Marche, Richard Ferrand, sur la chaîne CNews. « Le fait que nous ayons à remettre moins de douze élèves devant un maître dans des classes où plus de 50 % n'acquièrent pas, au CM2, les savoirs fondamentaux, ça veut dire que le chantier de l'Education nationale n'a pas été bien mené », accusait ainsi bras droit d'Emmanuel Macron. Il répondait au journaliste Jean-Pierre Elkabbach qui l'avait interpellé en ces termes : « Najat Vallaud-Belkacem dit que si Emmanuel Macron gagne (la présidentielle) et qu'il lui demande d'être ministre, elle dira non ». « ça tombe bien, on ne la prendrait pas ! » avait rétorqué Richard Ferrand en critiquant les actions menées durant le quinquennat, notamment sur l'éducation prioritaire. La situation est-elle aussi catastrophique que le dit Richard Ferrand ? Selon le ministère de l'Education nationale, à l'entrée en sixième, la « non maîtrise » en français concerne 28 % des élèves scolarisés en REP et 40 % des élèves en REP+. En mathématiques, 44 % des élèves de REP et 56 % de ceux de REP+ ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux. Richard Ferrand aurait donc raison sur ce tout dernier point... mais ces chiffres concernent des élèves qui ont mené leur scolarité avant la réforme de l'éducation prioritaire, menée sous ce quinquennat. Six élèves sur dix en difficulté sur le français Ces résultats sont évidemment inquiétants. Tout comme ceux de l'étude Cedre (cycle d'évaluations disciplinaires réalisées sur échantillons) qui permettent d'établir la part d'élèves rencontrant des difficultés à la sortie de l'école primaire. Ils révèlent que 58,1 % des élèves scolarisés en éducation prioritaire sont en difficulté pour la maîtrise de la langue française en sortant de l'école primaire, qu'ils soient lecteurs en grande difficulté, faibles lecteurs ou lecteurs à la compréhension limitée à des textes courts. Pour l'enseignement public hors éducation prioritaire, ce sont 38,8 % des élèves qui sont en difficulté. Mais la dernière étude Cedre montrait aussi que les résultats de l'éducation prioritaire étaient en voie d'amélioration. Là où Richard Ferrand a tort, ce n'est pas tant sur le fond mais sur le fait que tous ces chiffres datent d'avant la réforme de l'éducation prioritaire, qui est en entrée en vigueur à la rentrée 2015. Najat Vallaud-Belkacem était bien plus optimiste, lors de la dernière conférence de rentrée, en août 2016. Elle déclarait ainsi: « Les choses s'y passent bien depuis l'entrée en vigueur de (notre) réforme. On ressent les effets de cette politiques dans l'appétence des enseignants à aller exercer dans les établissements difficiles » avec, « pour la première fois, un début d'attractivité ». Quant aux résultats de la politique du quinquennat sur les élèves, il faudra attendre l'enquête PISA de l'OCDE en 2025 pour en juger, répète régulièrement la ministre. Au-delà de cette seule réforme, le gouvernement a aussi créé des postes d'enseignants spécifiques dits de « plus de maîtres par classe » orientés en priorité vers les écoles de l'éducation prioritaire. Les 7.000 postes inscrits dans la loi Peillon comme tels devraient, selon le programme d'Emmanuel Macron, être redéployés vers les écoles de CP et de CE1 de l'éducation prioritaire, et être complétés de création de postes. La promesse du candidat d'« En Marche! » est de mettre au maximum douze élèves par classe dans les CP et CE1 de ces écoles qui concentrent les difficultés. En janvier, à Lille, Emmanuel Macron a promis 12.000 postes d'enseignants pour cela.